

## Venezuela : quelles leçons pour la gauche ?

mardi 1er janvier 2008, par [STEFANONI Pablo](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2007).

La défaite « *partielle, microscopique, d'un cheveu, mais défaite tout de même* » de Hugo Chavez ne peut être lue de manière linéaire. Paradoxalement, elle réaffirme le caractère démocratique d'un gouvernement sous les feux de nombreuses critiques et insuffle une bonne dose de crédibilité au système de vote électronique et surtout au pouvoir électoral ; cette défaite légitime en fait les neuf victoires antérieures de Chavez. En même temps, « *la menace socialiste* » a créé un consensus inhabituel autour de la Constitution de 1999, à laquelle l'opposition s'était opposée. Enfin, cette défaite affaiblit la droite dure et putschiste et renforce une nouvelle opposition ouverte au dialogue. Il ne faut toutefois pas éluder la question du revers électoral en disant que Chavez a perdu mais n'a pas perdu, d'autant plus que le président bolivarien a présenté les choses comme un choix entre « Chavez et Bush ».

La gauche ne devrait pas passer sous silence les énormes problèmes du régime bolivarien : corruption, concentration du pouvoir, construction d'un parti-État-bureaucratique (le PSUV, Parti Socialiste Uni du Venezuela), caractère plébiscitaire du régime (ne faut-il pas critiquer par exemple le fait qu'il n'y ait pas eu d'Assemblée constituante et qu'il faille voter en bloc des choses qui n'ont rien à voir entre elles ?), constitution d'une nouvelle bourgeoisie « bolivarienne » qui se promène sans gêne dans Caracas au volant de ses Hummers, énorme inefficacité dans la gestion publique (un chaviste se demande ainsi sur le site Internet Aporrea comment il est possible qu'en neuf ans la révolution ne soit pas arrivée à garantir la sécurité alimentaire avec la quantité de ressources pétrolières dont elle dispose et qu'il y ait aujourd'hui des queues « à la cubaine » pour acheter du lait ? »)

La gauche ne devrait pas non plus tomber dans les explications conspiratives qui poussent aujourd'hui comme des champignons sur Internet et penser au peuple comme un pur sujet de tout type de manipulations diaboliques. Il ne faut pas non plus se consoler avec la « dignité » de Chavez à assumer sa défaite. Ni penser, comme certains compagnons de route de la révolution bolivarienne, qu'il s'agit d'un « *problème de communication* ».

Il faut simplement suivre les (auto)critiques qui sont en train de surgir de l'intérieur des rangs boliviariens. Pourquoi 3 millions d'électeurs de Chavez de l'élection présidentielle de décembre 2006 n'ont-ils pas accompagné le président et se sont abstenus ou ont voté No ? Pourquoi le total des votes pour le Si est moindre que le nombre d'« adhérents » du nouveau Parti socialiste uni ? Y aurait-il par hasard 3 millions de traîtres, s'est demandé un lecteur d'Aporrea ? La réponse ne serait-elle pas dans le fait que les gens n'ont pas voulu voter pour un socialisme imprécis que personne, « *même pas les cadres du chavisme* », ne sait en quoi il consiste et, encore moins, en quoi il se différencie du socialisme bureaucratique et autoritaire du vingtième siècle ? Pourquoi ne pas penser que les gens n'ont pas voulu voter pour ou contre Chavez et ont exprimé une opinion sur ce qui était réellement demandé ? Peut-on obliger la population à lire, discuter et faire passer en un ou deux mois toute une nouvelle Constitution qui change le modèle économique, politique et même territorial du pays ?

Le Si n'aurait-il pas payé un prix élevé pour l'arrogance des bureaucrates qui se vantaient que « *Chavez a pas mal de peuple* » pour se préoccuper des alliés qui « sont passés dans l'autre camp », comme le parti de centre-gauche Podemos et qui disaient, comme quand le général Baduel (tout un

symbole de la révolution) est parti [à l'opposition], qu'il était mieux que le « traîtres » s'en aillent parce que cela clarifiait les choses ? La gauche doit-elle appuyer quelqu'un qui veut rester au pouvoir « *jusqu'en 2050* » ? Ce qui s'est passé à Cuba ne nous apprend-t-il rien ? Peut-on continuer avec la logique – majoritaire au sein de la gauche durant la Guerre froide – de ne pas critiquer pour ne faire faire le jeu de l'ennemi ? Est-ce que par hasard le silence aide à penser une transition progressiste à Cuba ou un changement de cap au Venezuela ? N'a-t-on rien retenu de ce qui s'est passé en URSS et en Europe orientale où le manque de débat, la construction d'une subjectivité cynique et l'« oubli » de ce qu'est l'action collective ont mené à une situation sans résistances contre la version la plus sauvage du capitalisme ?

Il est utopique de penser que dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, il est possible d'imposer des socialismes d'en haut, des visions uniques de ce qui doit être un projet d'émancipation ou des leaderships « pour 50 ans ». Le défi, c'est comment construire une démocratie radicale, opposée au statut quo actuel mais pluraliste en termes d'acteurs et d'idéologies populaires.

---

## **P.-S.**

En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous : RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine URL : <http://risal.collectifs.net/>

Source : Pulso (<http://www.pulsobolivia.com>), Paz, 5 décembre 2007.

Traduction : Frédéric Lévêque, pour le RISAL (<http://risal.collectifs.net>).

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cet article demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique Latine (RISAL). Site hébergé par DOMAINE PUBLIC, réalisé avec SPIP, sous LICENCE DE LOGICIEL LIBRE(GPL), optimisé pour FIREFOX.

Voir en ligne : <http://risal.collectifs.net/>